

Le PRDS : stratégie d'implantation d'un parti au pouvoir en République islamique de Mauritanie

La naissance du Parti républicain démocratique et social

Le PRDS est un parti né dans le contexte très particulier du processus démocratique mauritanien. En 1991, le pouvoir, incarné par le colonel Maaouya Sid Ahmed Ould Taya, se trouve singulièrement fragilisé et discrédité sur la scène internationale. Cette situation résulte des « événements » de 1989 (1) et de l'état d'exception qui suivit d'une part, mais également au soutien inconsideré à l'Irak de Saddam Hussein pendant l'invasion du Koweït puis la « guerre du Golfe ». Isolé sur le plan international et très contesté à l'intérieur, le colonel O. Taya décide (suite à une proposition initiée par la France et vivement appuyée par les grandes instances internationales) de faire opérer à son pays un « tournant » démocratique. En 1991, la Mauritanie se dote d'une constitution par référendum et le colonel Ould Taya annonce la tenue d'élections pluralistes pour les

premiers mois de 1992 (élections présidentielles, qui seront suivies des législatives, puis des sénatoriales (2)). Le processus démocratique a donc, comme première caractéristique, d'être pour le moins précipité. Seconde particularité, il est initié par un pouvoir fortement personnalisé par O. Taya. Le colonel putschiste va donc négocier le tournant démocratique, à l'unique condition de garder le pouvoir, et s'inscrire ainsi dans la lignée des grands hommes d'État africains qui s'installent dans la durée.

Ainsi fut créé le PRDS, parti des gens déjà au pouvoir et machine à remporter les élections. Le parti va naître en même temps que d'autres partis d'opposition ou de sensibilité plus proche du pouvoir (UFD, APP, RDU). Ce phénomène pouvait donner l'illusion d'une égalité de chance au départ. Mais il était évidemment impossible à l'opposition de se constituer en quelques mois, c'est-à-dire, de passer du stade « larvaire » de groupuscules clandestins au stade adulte de partis de masse. Partant, très vite, le PRDS s'imposera comme le parti incontournable en remportant les présidentielles puis une écrasante majorité dans les deux cham-

(1) Nom généralement accordé à la crise entre le Sénégal et la Mauritanie, qui fut suivie en Mauritanie par des règlements de compte intérieurs, notamment à l'encontre des Négro-Africains, soupçonnés d'avoir ourdi un complot contre le pouvoir.

(2) Respectivement janvier, février et mars 1992.

bres. Cette omnipotence fut symbolisée par le fait que le président de la jeune république reste président de son parti. Dès lors, trouver une limite entre les deux entités relevait de la gageure. L'omniprésence ne se démentira pas sur la durée, car le parti remportera confortablement les municipales de 1994 ainsi que, plus récemment, les sénatoriales de juin et les législatives d'octobre 1996.

Parti des gens établis, le PRDS affrontait ces échéances avec un sérieux avantage, d'autant plus que l'administration, comme les autres corps de l'État sortiront souvent de leur neutralité. Cependant, cet avantage initial n'aurait pas été suffisant et le parti a dû mettre en place une stratégie de campagne. Cette stratégie reposait sur deux pôles principaux. Le premier était le recours à une fraude massive. La fraude fut pratiquée également par les autres partis, mais à l'échelle de leurs maigres moyens, donc sans commune mesure avec le PRDS qui disposait de l'administration, de l'armée et des moyens de l'État (véhicules et ressources). Le second, auquel nous nous intéresserons plus particulièrement ici, fut une utilisation quasi systématique des hiérarchies traditionnelles.

Élections et captation du pouvoir traditionnel

Personne n'a oublié le 12 décembre 1984, date de l'arrivée au pouvoir de O. Taya, que les Mauritaniens appellent ironiquement le « douze-douze ». Un des principaux thèmes du colonel avait alors été la dénonciation des tribus comme une « survivance moyenâgeuse ». Il était bon de les combattre si l'on souhaitait mener le pays sur le chemin du

progrès. Or, l'ensemble des analystes politiques de la scène mauritanienne s'accorde à faire correspondre le « retour des vieux turbans » (3) avec la démocratisation. Nulle contradiction dans cette concomitance d'ailleurs, car le moyen le plus sûr de gagner était de réactiver les chefferies tribales, canal le plus infaillible pour toucher l'ensemble de la population, et le plus sûr, car, de fait, le seul existant. En réactivant ces chefs, on réactivait, par la même occasion, les vieux démons tribaloclientélistes de la Mauritanie « traditionnelle ».

La méthode consiste à rencontrer tout ce que le pays compte de notabilités, de préférence des « grandes tentes » (4), qui peuvent se prévaloir d'une clientèle numériquement importante, potentiel de voix non négligeable pour le parti. Ces personnes sont pour la plupart des chefs de tribus ou de fractions incontournables. Bien sûr, le ralliement de ces personnages doit s'accompagner, en contrepartie, de promesses fermes de postes clefs (ministères, *wilaya* (5), députés, sénateurs, chefs de projets..., voire même de vivres). Plus le nombre de voix promet d'être important, plus le poste, ou les postes offerts, doivent s'avérer intéressants. Ainsi s'opéra un savant saupoudrage de postes à responsabilité, du plus haut au plus bas de l'échelle. Bien sûr, affirmer que la totalité des postes ministériels ou de responsabilité sont octroyés sur critères tribaux serait excessif, mais cette composante sera désormais une des dimensions majeures de la politique. Cependant, cette caractéristique ne semble pas être totalement l'apanage

(3) Dénomination ironique des hiérarchies tribales, souvent gérontocratiques.

(4) Lire « grandes familles ».

(5) Région.

des années O. Taya. L'équilibre, cette fois-ci régional, semble avoir été, comme l'ont démontré J.-L. Balans (6) et Ph. Marchesin (7), une constante de la politique mauritanienne. D'ailleurs, le coup d'État de 1978, généralement attribué à l'usure du pouvoir de Moctar O. Daddah et à sa position très controversée vis-à-vis de la guerre du Sahara occidental, peut être également interprété comme un retour aux affaires des gens du Nord et de l'Est au détriment de ceux de l'Ouest. Depuis 1991, les chefferies traditionnelles effectuent assurément un ample retour sur la scène politique. Cette démocratie est donc une occasion, pour les élites traditionnelles, de reprendre de l'importance au sein de leur tribu. Intermédiaires ou passages obligés entre l'État et la masse, ils sont ceux qui règlent les problèmes, trouvent des financements pour tels projets ; bref, ce sont des intercesseurs.

Ce phénomène explique, pour une large part, les mutations du PRDS. Au ralliement des chefs allait succéder le ralliement des personnalités de l'opposition. Déçus par les résultats des élections, ils étaient également poussés par les leurs à rejoindre ce parti sans lequel l'avenir économique de la famille resterait désespérément obstrué. Bientôt, les leaders négro-africains allaient rejoindre également le parti, malgré leur rancune envers Maaouya et ses bras droits, qui étaient à leurs yeux responsables des massacres de 1989-1990. Ainsi, Ba Bocar Alpha, personnage très

important chez les Haalpular, fut un des principaux artisans d'un ralliement des chefs traditionnels de cette ethnie pourtant durement touchée lors des « événements ». Un ami, qui représenta son village lors d'une réunion chez Ba Bocar Alpha, nous expliquait comment s'opéraient les négociations de postes, d'emplois... et cela jusqu'au niveau du village. Le grand patron répartissait les postes en fonction du dosage le plus fin possible. Cela donnait lieu à d'après discussions où les rancœurs ancestrales ressortaient au grand jour, à l'encontre du village voisin ou de la province voisine (8).

Se développe alors une véritable hypertrophie du parti qui, à trop vouloir recruter les élites et circonscrire la société, va regrouper, à terme, tout ce que le pays compte de notables. Le parti devient un grand forum, représentant toutes les tendances, résumant à lui seul la société mauritanienne. Le PRDS compte un courant nationaliste arabe, un courant haratine, des lobbies négro-africains et les couches les plus conservatrices du spectre politique. Il est clair que, dans ces conditions, il devient de plus en plus délicat de contenter l'ensemble. Dès lors, règne au sein du parti un climat de compétition et de lutte ouverte pour la reconnaissance, donc pour les faveurs du président.

Tout d'abord, lors des campagnes d'implantation et de réimplantation du parti dans certaines régions, comme le Trarza ou certains quartiers de Nouakchott, on a pu

(6) J.-L. Balans, *Le développement du pouvoir en Mauritanie*, Bordeaux, Université de Bordeaux, 1979, 717 p. (doctorat d'État, science politique).

(7) P. Marchesin, *Tribus, ethnies et pouvoir en Mauritanie. Terres et pouvoir dans la région du Gorgol*, Paris, L'Harmattan, 1994, 351 p. (Connaissance des hommes).

(8) Un État peul existait encore à l'arrivée des Français. Nommé le Foûta Tôro, il se trouvait sur les deux rives. Démantelé en grande partie par la période coloniale, le souvenir de cet État reste encore vivace dans les esprits, ainsi que les anciennes divisions en province (Lao, Toro, Bosa...).

assister à de véritables courses à la « centaine », nombre minimum d'inscriptions pour ouvrir une section locale. Celui qui collectait le premier la « centaine » prenait un certain poids dans l'appareil et récoltait les inscrits locaux des autres « centaines », en cours de formation.

Une autre manifestation de cette rivalité se développait entre les générations de ralliés au PRDS. Ainsi, à Boghé (9), assistait-on, à la veille des élections législatives d'octobre 1996, à une rivalité entre les « Zoulous » et les « VF ». Les « Zoulous », premiers à s'être ralliés au parti, s'estimaient peu récompensés de leurs efforts pour l'implantation du parti à une époque difficile, encore trop proche des « événements ». Ils espéraient une part plus importante dans la liste d'investiture du parti. Ils se sentaient surtout lésés par rapport aux « VF », derniers venus au parti, d'une notabilité généralement plus importante que les premiers.

Les conséquences sur la vie politique

Ce mode d'action politique, pour efficace qu'il soit sur le plan électoral, entraîne néanmoins des conséquences graves pour le pays et pour la démocratie. Implications d'abord sur le personnel politique. Dans ce système, l'homme politique n'est pas choisi pour ses qualités intrinsèques, mais pour les gens qu'il représente. Il n'est rien en lui-même. Mandaté par un groupe et reconnu par le pouvoir, il ne garde sa place que s'il continue à représenter son groupe. On apprend peu après que ceux qu'il était censé re-

présenter n'étaient pas satisfaits de lui et, par conséquent, avaient averti le pouvoir qu'il ne représentait plus la communauté soninké. Il resta trois mois en poste. Cette logique contribue à former une classe politique extrêmement médiocre et à broyer des hommes avant qu'ils n'aient le temps de s'affirmer comme des personnalités distinctes en constituant des réseaux ou en s'assurant une renommée par des prises de position. Beaucoup de gens ironisent sur ces politiciens « polis », c'est-à-dire ternes, sans aucune personnalité, et qui ne sont là que pour obéir aux ordres qu'on leur donne. Ceci est très différent des ministres de Moctar Ould Dadah, dont un bon nombre sont restés des figures ayant un poids politique (Hamdi Ould Moukknass, Mohameden Ould Babbah...) et même certains anciens ministres de Ould Taya (Messaoud Ould Boulkheir notamment, aujourd'hui président d'un parti d'opposition, Action pour le changement, qui regroupe essentiellement différents courants haratines et négro-africains).

Conséquences sur l'économie également, car les hommes sont placés à des postes plus ou moins stratégiques pour en faire profiter les leurs, qui par un détournement de fonds publics ou de l'argent de la coopération, qui par l'octroi d'un emploi, d'une bourse, d'un crédit, de vivres... Cette pratique antiéconomique, loin d'être condamnée, est même valorisée socialement. On parle de *r'vegrich*, adjectif qui qualifie à la fois la bravoure, la transgression des lois et la ruse, c'est-à-dire autant de valeurs guerrières. Cette pratique se fait, bien sûr, au détriment de l'État et du plus grand nombre. D'ailleurs, pour bien des Mauritaniens, la notion de bien pu-

(9) Région du Brakna. Localité habitée surtout par des Haalpular.

blic, de même que la frontière entre privé et public, restent très floues voire inexistantes.

La troisième conséquence fâcheuse est un émiettement, c'est-à-dire une localisation et une lobbyisation de la politique. Chaque groupe, chaque tribu, essayant de maximiser son bien-être, agit comme un lobby et laisse peu de place au niveau national pour un projet d'ensemble, malgré les discours officiels des hommes politiques de Nouakchott et d'ailleurs, qui prônent l'unité nationale et le développement. Globalement, la politique suivie est largement influencée par la dimension tribale pour deux raisons essentielles. D'abord, comme nous l'avons vu, les chefferies traditionnelles ont été réactivées pour les scrutins électoraux. Secundo, la tribu remplit les vides laissés par l'État. En effet, qui, hormis l'*açabiya* (10), peut pourvoir aux besoins les plus élémentaires d'une population de plus en plus paupérisée ? Les salaires seuls ne peuvent permettre à une famille de subvenir à ses besoins premiers. La tribu, c'est aussi l'assurance maladie, l'assurance chômage et l'assurance vieillesse.

Dernier corollaire enfin, l'absence ou la difficile naissance d'une opinion publique, condition essentielle à l'enracinement de la culture démocratique. Il existe une petite minorité d'intellectuels, embryon d'une véritable société civile. Elle est composée de journalistes de la presse indépendante, d'avocats, d'universitaires, mais aussi de syndicalistes ou d'anciens ministres. Malgré une louable débauche d'efforts dans la création d'associations (Association mauritanienne des droits de l'homme, SOS esclavage)

(10) Littéralement : solidarité familiale.

et dans la rédaction de journaux de qualité mais à faible tirage (*Le Calame, Mauritanie Nouvelle...*), il semble que la diffusion de leurs idées reste un phénomène très nouakchottois voire très « *Tevragh Zeimien* » (11). L'ensemble du pays reste assez éloigné du modèle de démocratie prôné par cette société civile. Hindou Mint Aïnina, rédactrice en chef du *Calame* (12), résume parfaitement la situation :

« *Nous prônons par exemple un système politique, nous disons dans les journaux "voilà, la démocratie ça doit être ça, notre système politique ça doit être ça !" Alors que le pays réagit d'une autre façon. Notre pays a un système politique idéal : c'est le grand chef, celui à qui on prête allégeance, celui pour lequel on doit danser quand il se rend au village, on doit chanter les louanges par de très longs poèmes... Nous, on crie contre ça, les gens agissent différemment, pensent différemment* » (13).

Dès lors, il est très délicat de parler d'opinion publique quand les gens votent selon les solidarités verticales, segmentaires, selon leur appartenance à une famille et quand le rôle du chef est encore si important. De plus, la société civile a souvent été censurée ou intimidée : les interdictions du *Calame* ne se comptent plus, les emprisonnements de personnalités furent nombreux. L'ensemble engendre un climat vraiment peu propice au

(11) De Tevragh-Zeina (néologisme), quartier le plus cosu de Nouakchott, caractérisé également par un vote toujours opposé au pouvoir (hormis les dernières législatives).

(12) Hebdomadaire phare de la presse indépendante.

(13) M. Places, *Société civile et PNUD en Mauritanie*, Toulouse, IEP, 1996, p. 60.

développement d'une opinion publique.

La limite de la tribu comme objet d'analyse du fait politique

Bien que phénomène incontournable de la scène mauritanienne, la tribu n'est certainement pas le seul fait explicatif. D'une part, la tribu est très difficilement définissable en tant qu'objet. L'ensemble n'est pas aussi cohérent que l'on veut bien le dire et c'est en fait un vocable qui recouvre bien des réalités différentes. La plupart du temps, la tribu n'est qu'un ensemble disparate de fractions et de clans qui se disputent le leadership, mais sans véritable cohésion. D'autre part, la tribu est difficilement délimitable sur un plan géographique. Qui peut parler de tribu *Idaouali* alors que les ressortissants de cette tribu sont certes majoritaires à Chinguetti et à Tidjikja, mais se retrouvent également dans maintes régions comme le Hodh el Gharbi, l'Assaba et le Trarza, sans parler de Nouakchott? *Idem* pour les *Ideychilli* de l'Adrar où l'on connaît la rivalité entre les *Ideychilli* du Baten (14) et ceux du Dhar (15). De plus, quelqu'un peut changer de tribu au cours de sa vie. Comme nous le confiait un sociologue mauritanien, la *qabila* (16) est un ensemble perméable qui s'effiloche sur les bords et qui est fractionné jusqu'à friser la rupture, donc, le plus souvent, peu cohérent. Globalement, la tribu se construit au gré des circonstances. En outre, la légitimité du chef peut être remise en

cause. L'origine familiale est, bien sûr, déterminante dans l'attribution du rôle de chef mais d'autres facteurs peuvent venir s'ajouter ou se substituer. La richesse ou la réputation de grand savant religieux, pour les tribus maraboutiques, peuvent accroître considérablement le prestige. D'autres facteurs, d'ordre politique ceux-là, pourront venir se greffer aussi. Le candidat local, qui sera choisi par le pouvoir, gagnera en notabilité au sein de sa tribu. Mais le choix pourra aussi déclencher une lutte intense entre les fractions. En outre, les pionniers du PRDS, ceux qui, lors de la phase d'implantation, ont pu ramener une centaine d'inscrits, eurent par la suite accès à des postes intéressants comme présidents de coopératives notamment. Ces postes allaient leur permettre, en retour, de s'affirmer en tant que médiateurs. La dialectique entre la société et le parti est donc très complexe. Quatre relations principales peuvent être isolées. Premièrement, l'individu X se sert du parti pour accroître son audience auprès des siens. Deuxièmement, l'individu X va utiliser l'importance de sa famille, de sa fraction ou de sa tribu pour obtenir un poste et un revenu intéressant. Troisièmement, le groupe auquel appartient X va pouvoir récolter les fruits de cette nomination. Quatrièmement, le parti se sert de l'individu X pour récolter les voix et l'allégeance de son groupe.

Évidemment, O. Taya n'est pas sans se rendre compte du danger que représentent cet émiettement et cette localisation de la politique. A brève échéance, les chefferies seront les seuls interlocuteurs directs entre le pouvoir et la population. Comment alors empêcher que ne se développent des baronnies et des duchés de plus en plus autonomes

(14) Vallée, autour d'Atar.

(15) Montagne, vers Aoufjeft.

(16) Tribu.

avec des chefs de moins en moins incontournables ? Si Ould Taya jouait complètement ce jeu, les grands notables finiraient peut-être par lui rappeler qu'il n'est que d'une origine modeste.

L'Est, banc d'essai d'une nouvelle stratégie

La campagne électorale pour les législatives de 1996 a offert un bel exemple de stratégie pour déboulonner certains caciques. Il semble que là où le PRDS était certain de l'emporter, il aurait préféré des notables moins prestigieux que les chefs locaux ou leur famille directe. Un retour sur les présidentielles de 1992 permettrait d'apprécier le paysage politique mauritanien.

C'est en fonction des modifications survenues entre-temps que le pouvoir a bâti sa stratégie pour les futures législatives. D'une manière générale, il semble que le PRDS, là où l'opposition était forte (le Fleuve, mais aussi le Trarza), se soit appuyé sur le pouvoir traditionnel local. Par contre, là où il était assuré de l'emporter, il a essayé d'imposer, en lieu et place des caciques, des gens d'origine plus modeste. La partie orientale du pays, traditionnel réservoir de vote du PRDS, a été très marquée par ce phénomène.

L'Est, c'est-à-dire les habitants des deux *hodh* et, par extension, de l'Assaba, sont souvent considérés comme des hommes frustrés et peu éveillés politiquement. Cependant, au vu de leur poids démographique et du nombre de députés, le pouvoir doit maintenant compter avec ce grand réservoir de voix. Acquis fidèlement au parti au pouvoir, cet ensemble laissait donc une assez grande marge de manœuvre. Le pouvoir va tenter de court-circuiter

certaines familles qui se voulaient incontournables. Ainsi, à Timbédra, chef-lieu de *moughata* (17) de la région du Hodh ech Chargui qui avait voté en 1992 à 98 % pour l'actuel président, le parti a décidé d'écarter Hamoud Ould Ahmedou. Ce dernier était pourtant le député sortant, le doyen de l'assemblée nationale, mais aussi un ancien ministre de Moctar Ould Daddah et le chef de la fraction des Ehel M'Haimid. Ce prestigieux personnage était d'autant plus furieux qu'on l'avait remplacé par une femme, de surcroît de caste défavorisée, Fatma Zeina Mint Ahmed Sbaghou. Il décidait alors de défier le parti au pouvoir en suscitant la création d'une liste indépendante.

La liste indépendante est, en effet, un phénomène très mauritanien. Si le citoyen X n'est pas content du choix du PRDS ou d'un autre parti auquel il appartient, il va créer une liste indépendante, la plus mobilisatrice possible, pour montrer que lui et son groupe sont incontournables localement. Généralement, les indépendants finissent par regagner le giron du parti, dont ils ont été les dissidents éphémères. Chaque élection apporte son lot d'indépendants (18). Le phénomène touche cette fois-ci particulièrement le PRDS, dans l'Est surtout, mais aussi à Nouakchott et ailleurs. A telle enseigne que le président a promis des sanctions contre ces entorses à la discipline du parti.

Force est de constater que les dernières élections législatives viennent illustrer les menaces pesant sur l'avenir politique du pays. D'une part, le monolithisme de la vie politique mauritanienne est patent. Avec un seul député sur 79 sièges

(17) Département.

(18) Comme le maire de Kiffa quelques mois après son élection.

(Kébé Adoulaye de l'Action pour le changement), l'opposition sort laminée de cette consultation, surtout quand on pense au score honorable qu'avait pu obtenir Ahmed Ould Daddah, le leader de l'UFD/EN, en 1992. Autre sujet d'inquiétude, les indépendants. Avec plus de 40 listes et 8 députés, ils sont devenus un phénomène incontournable et durable du paysage politique. S'ils ne représentent pas, à proprement parler, une force politique cohérente (ne sont-ils pas tous issus des rangs du PRDS ?), ils illustrent pourtant la pérennité des luttes tribales et l'émiettement de la vie politique. Ce sentiment est d'ailleurs désagréablement renforcé par l'analyse des modes de fraude. Autant la fraude en 1992 avait été voulue et contrôlée par les autorités, autant ces législatives auront montré qu'elles échappaient à un quelconque pouvoir central. Tout le monde a pu tricher pour le compte du PRDS

sans que le PRDS, au niveau national, ait forcément piloté la chose. Bien sûr, a-t-on assisté aux vieilles recettes qui ont fait leur preuve, notamment le vote des militaires dans les « bastions » de l'opposition comme à El Mina (19). Mais les analystes les plus informés ont souligné le mécontentement du président face, d'une part, à une assemblée aussi monochrome, lui qui aurait souhaité une entrée plus franche de l'opposition pour cautionner le processus démocratique et, d'autre part, face aux indépendants. Pourtant, la relative réussite dans l'Est, face aux indépendants, laisse espérer que l'État garde l'initiative.

Alain Antil

(19) Quartier de Nouakchott ayant le statut de *moughata*, qui est donc, à ce titre, représenté par des députés. Quartier à dominante négro-africaine.